Gimont,
Le 24/09/2025

Communiqué de presse

COMMUNIQUE DE PRESSE

Carton rouge pour la PAC : Bruxelles prépare les mobilisations des agriculteurs avant 2028.

La Commission européenne **annonce unilatéralement une réforme majeure de la politique agricole commune (PAC)** pour le prochain budget de l'Union européenne (2028-2034). Pourtant, elle ne tient pas ses engagements en matière de souveraineté alimentaire : **les financements proposés pour l'agriculture sont manifestement insuffisants.** Pour les agriculteurs français, la Commission prévoit un « minimum » d'aides au revenu de **51 milliards d'euros sur sept ans (environ 7,3 milliards par an)**, en laissant entendre que d'autres fonds européens pourraient être mobilisés par les États membres.

À titre de comparaison, les agriculteurs français et les autres bénéficiaires concernés par la PAC perçoivent actuellement **9,3 milliards d'euros par an, soit un total de 65 milliards pour la période 2021-2027**. La nouvelle proposition représenterait donc **une perte de 2 milliards d'euros par an, soit une baisse de 21,5 % (hors inflation).** Ce budget de la PAC est inacceptable pour le secteur agricole !

La Coordination Rurale exige du gouvernement français de manifester **un refus ferme et non un simple « sentiment d'incompréhension »,** comme l'a exprimé Mme Annie Genevard, ministre de l'Agriculture. Cette simple incompréhension traduit surtout la **perte d'influence de la France à Bruxelles et un manque de volonté politique** pour défendre nos agriculteurs.

Ce recul, orchestré sous la présidence **d'Emmanuel Macron,** qu'il s'agisse de la PAC ou des accords avec le Mercosur, illustre que **la France perd en souveraineté au sein de l'UE** et condamne l'un de ses fleurons économiques et culturels : notre modèle agricole exceptionnel.

Depuis sa création en 1991, **la CR milite pour des « prix et non des primes »** : **la dépendance aux subventions européennes, voulue et soutenue par l'État et la FNSEA, démontre l'échec de ce modèle de cogestion** et qui ne suffit plus à garantir la survie du secteur agricole et de la production alimentaire nationale. Mais en attendant une hypothétique réforme il faut que nos exploitations survivent !

Après le choc de l'application provisoire, sans l'aval des États européens, de l'accord commercial de libre-échange avec le Mercosur, la Commission assume son mépris envers les agriculteurs français. Cela renforce la nécessité, aux yeux de la CR, de se battre pour l'« exception agriculturelle » que notre syndicat réclame depuis plus de 30 ans. Avec ces propositions d'évolution de la PAC : **Bruxelles prépare les mobilisations des agriculteurs sur le terrain sans attendre 2028.**

Coordination Rurale www.coordinationrurale.fr 1 Rue Nationale 32200 GIMONT
Tel 05 62 60 14 96 – Contact presse : 06 83 01 23 15